



Programme population de l'UE au Burkina Maîtriser la démographie à l'horizon 2020

Le Programme population 2018-2021 de l'Union européenne a été officiellement lancé, le mardi 10 avril 2018 à Ouagadougou. L'événement a été marqué par l'organisation d'un colloque sur le thème «Population et développement au Burkina Faso : quels leviers et quelles actions ?»

La Délégation de l'Union européenne (UE) au Burkina Faso a approuvé le 23 février 2018, une subvention de recherche en faveur de l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) de l'Université Ouaga I Pr Joseph-Ki-Zerbo. D'un coût global de 17,3 milliards F CFA, ce soutien porte sur un projet de «Renforcement des capacités, production et diffusion de connaissances sur la population burkinabè». Dans le cadre du lancement officiel de ce programme population, un colloque sur le thème «Population et développement au Burkina Faso : quels leviers et quelles actions ?» a été également initié le mardi 10 avril 2018 à l'Université Ouaga I Pr Joseph-Ki-Zerbo. Pour la ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Rosine Sori Coulibaly, co-présidente de la cérémonie, ce programme vise à renforcer la capacité de l'Etat burkinabè à maîtriser davantage les dynamiques de sa population, pour accompagner les politiques gouvernementales en vue d'un développement durable. «De manière spécifique, il permettra d'accroître l'offre et la demande des services d'état civil et de planification familiale au niveau des Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) et en milieu scolaire. Autrement dit, ce programme devra contribuer à la prise de conscience des effets de la démo-



ph : Edith Bakala

La ministre en charge du développement, Rosine Sori Coulibaly : «Le Programme population de l'UE permettra de renforcer l'offre et la demande des services d'état civil et de PF au niveau des CSPS et des écoles».

graphie sur la planification des politiques publiques», a-t-elle précisé. Selon elle, la production régulière des données sur la population vont orienter les actions du gouvernement vers une inversion de la tendance de la dynamique démographique. «En effet, chaque année, une population équivalente à celle de la ville de Bobo-Dioulasso (590 000 habitants) s'ajoute à la totalité de la population globale de l'année précédente. A ce rythme, notre population doublera chaque 23 ans», s'est-elle inquiétée. Mme Sori Coulibaly a, de ce fait, indiqué que l'opérationnalisation du Programme population de l'UE vient à point nommé pour accompagner le pays des hommes intègres vers la cap-

ture du Dividende démographique. Par ailleurs, elle a soutenu que cette rencontre de spécialistes a eu pour objectif de favoriser l'appropriation du programme par les parties prenantes. «Modernisation et généralisation de l'état-civil au Burkina Faso : états des lieux, acteurs et stratégies», «Autonomisation des femmes et dividende démographique : quels mécanismes ?» et «Population et bien-être des enfants : santé, éducation» ont été les trois panels qui ont meublé le colloque.

L'engagement de l'UE

De l'avis de l'ambassadeur chef de la Délégation de l'UE au Burkina Faso, Jean Lamy, ces différents thèmes vont



Le chef de la Délégation de l'UE au Burkina Faso, Jean Lamy : «L'ISSP est, pour nous, un laboratoire de travail adapté pour analyser les mutations sociales en cours au Burkina Faso».

amener les participants à proposer des stratégies en vue d'orienter les politiques publiques. Pour lui, la population est le bénéficiaire des politiques de développement. Celles-ci, a-t-il estimé, doivent améliorer davantage la santé de la mère et de l'enfant, en prévoyant l'accès à des services de Planification familiale (PF) de qualité. «Mais, ces politiques doivent aussi permettre de stimuler la demande des parents, et des mamans en particulier, de ces mêmes services de PF, en proposant des stratégies fondées sur une analyse plus fine et une meilleure compréhension du fonctionnement de la société», a-t-il affirmé. Dans la même veine, il a fait savoir que les populations ont également

■ Aubin W. NANA



ph : Edith Bakala

Selon Dr Jean-François Kobiané, directeur de l'ISSP, les politiques de population doivent être alimentées par les résultats de la recherche.



L'appropriation du programme par les participants a été l'objectif principal du colloque.